

Capital social : un concept utile pour l'action publique collective.

Social capital: a useful concept for collective public action.

Auteur 1 : SENE Ndiaga.

Auteur 2 : SENE Omar.

SENE Ndiaga, Docteur en sciences économiques, maître de conférences assimilé, enseignant-chercheur, Groupe de Recherche en Économie et Développement Territorial (GREDT) Université Alioune Diop de Bambey, Sénégal.

Omar SENE, Docteur en sciences économiques, maître de conférences agrégé, enseignant-chercheur, Laboratoire de recherche en Sciences Sociales (LIRSS), Université Alioune Diop de Bambey, Sénégal.

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : SENE .N & SENE .O (2025). « Capital social : un concept utile pour l'action publique collective », African Scientific Journal « Volume 03, Num 33 » pp: 0472 – 0498.



DOI : 10.5281/zenodo.17799404
Copyright © 2025 – ASJ



Résumé

Cet article explore le concept de capital social et son utilité sur l'action publique collective et la gouvernance décentralisée. En s'appuyant sur les travaux de Robert Putnam et d'autres auteurs, il explore les définitions et les dimensions du concept, tout en soulignant son rôle essentiel dans la constitution de liens sociaux et la promotion d'une intervention publique collective. Cette étude suggère que le capital social, tant dans toutes ses dimensions, devrait être intégré dans les analyses socioéconomiques afin de mieux comprendre son influence sur la performance de l'action publique collective en matière de fourniture de biens et services publics locaux.

Mots clés : Capital social, Action publique, Confiance, Engagement civique, Gouvernance

Abstract

This article explores the concept of social capital and its utility in collective public action and decentralized governance. Drawing on the work of Robert Putnam and other authors, it examines the various definitions and dimensions of the concept, while emphasizing its essential role in fostering social bonds and promoting collective public intervention. The study suggests that social capital, in all its dimensions, should be integrated into socio-economic analyses to better understand its influence on the performance of collective public action, particularly in the provision of local public goods and services.

Keywords: Social capital, Public action, Trust, Civic Engagement, Governance

Introduction

La recherche sur le capital social a été initiée par des auteurs comme Robert Putnam, James Coleman, Pierre Bourdieu ou Francis Fukuyama. Ensuite, la notion de capital social a été utilisée par les grandes institutions internationales comme le FMI, la BM et l'OCDE. Cet engouement pour ce concept est dû au fait qu'il apporte une nouvelle vision : c'est de considérer les normes, la réciprocité, les valeurs, les réseaux sociaux et les actions associatives comme un stock de capital au niveau macrosocial, mais aussi de l'utiliser comme un principe explicatif de certains phénomènes économiques et sociaux (Ponthieux, 2006). La recherche a permis, dans un contexte de décentralisation et de gouvernance décentralisée, de réaffirmer la complémentarité des sciences sociales dans l'atteinte des objectifs de développement économique des territoires. Elle est arrivée au bon moment pour rappeler que la richesse dépend certes du capital économique, financier et humain, entre autres ; mais, dépend aussi du fondement et du bien fait des liens sociaux, surtout en matière de capacité des individus à se faire réciproquement confiance pour coopérer et collaborer entre eux et améliorer ensemble l'accès et la disponibilité des biens et services au plan local. Par conséquent, l'intégration du capital social comme facteur dans les analyses confortait l'idée selon laquelle, les relations sociales jouent un rôle majeur dans le développement économique d'un pays, mais aussi dans l'efficacité de sa gouvernance. Est-ce à dire que : le capital social est un concept utile pour l'action publique collective? Avec le changement de paradigme, noté depuis le début des années 80 en Afrique subsaharienne, dans les stratégies de développement, les initiatives et actions de développement doivent émaner du bas vers le haut. Ce qui implique une plus grande participation des populations locales dans les prises de décisions les concernant. Cette participation passe nécessairement par les réseaux relationnels, les organisations sociales, la cohésion sociale, les normes de confiance et de réciprocité ; autrement, dit toutes les caractéristiques de l'organisation sociale qui peuvent faciliter la coordination, la collaboration et la coopération pour atteindre collectivement les objectifs de développement local, régional, territorial et national. Selon Putnam (1995), ces caractéristiques de l'organisation sociale définissent le capital social.

Dans cette étude l'objectifs est de montrer que le capital social, en tant que caractéristiques de l'organisation sociale, est utile pour l'action publique collective, c'est-à-dire sur la capacité de mobilisation et d'inclusion au tour d'objectifs communs. Nous partons de l'hypothèse selon laquelle les liens sociaux comptent. La stratégie méthodologique consistera à mener une étude exploratoire sur la littérature contemporaine relative à l'apport du capital social sur

l'intervention publique collective, surtout dans un contexte de décentralisation et de développement territorial.

Notre recherche sera structurée comme suit. Dans la première section, nous allons préciser le cadre théorique relatif au concept de capital social et clarifier l'acception de ce concept que nous avons adopté, qui est celle de Putnam. Nous évoquerons des concepts comme le développement des capacités (DC) et la gouvernance qui ont un lien avec la notion de capital social. D'ailleurs, dans la deuxième section, nous montrerons que la prise en compte du capital social suscite la nécessité de repenser le mode de gouvernance. Et enfin, dans la troisième section, nous allons montrer les apports du capital social dans la recherche de performance économique de l'action publique.

1. Cadre théorique et conceptuel du capital social.

Il s'agit ici d'abord de préciser, à travers la littérature contemporaine, les fondements théoriques de la notion de capital social et son engouement dans la recherche scientifique, ensuite de faire le lien avec les concepts de DC et de gouvernance décentralisée, dont le premier peut être considéré comme favorable au capital social et le second comme une pratique qui peut s'appuyer sur le capital social pour s'améliorer en ce qui concerne l'efficacité dans la gouvernance de biens et services publics locaux. Et enfin, mettre en évidence l'apport que peuvent englober tous ces concepts.

1.1. Capital social : tentative de définition et de conceptualisation.

Dans cette sous-section, il s'agira principalement de revisiter quelques définitions afin d'avoir un cadrage définitionnel et conceptuel précis de la notion de capital social car, elle est difficile à cerner et diversement définie.

- Une notion difficile à cerner

La notion de capital social est difficile à cerner, malgré une floraison de définitions. Car il est reconnu comme un concept multidisciplinaire, multidimensionnel, polysémique, controversé, vague et englobant (Ponthieux, 2006, Côté et Helliwel, 2002, Callois, 2006). Mais aussi, c'est une notion dont il n'existe pas une définition standard (un consensus) ni une approche unique en ce qui concerne son analyse. Comme l'affirme Yogo (2009), le capital social est un concept à « géométrie variable » et « ressemble à un fourre-tout analytique », parce qu'on y inclut de l'engagement civique, de la valeur des réseaux sociaux en passant par le degré de confiance par rapport aux institutions et au voisinage, etc. En effet, sa définition dépend des différentes attentes qu'un auteur (ou groupe d'auteurs) peut avoir, de la discipline et du niveau d'investigation (Claridge, 2004).

- Une notion diversement définie

Dans la littérature, toutes les définitions du capital social ont une certaine ressemblance épistémologique, même s'il existe des nuances importantes, dans lesquelles elles varient en fonction de leur objectif ; c'est-à-dire les substances, les sources et les effets du capital social (Adler et Kwon, 2002). Cependant, le point commun de la plupart des définitions du capital social dans beaucoup de disciplines (économie, sociologie, anthropologie) est que l'accent a été mis sur les relations sociales qui ont des avantages productifs (Claridge, 2004).

L'une des premières définitions du capital social a émergé, au début du XX^e siècle, de la sociologue française Lyda Judson Hanifan. Elle a défini le capital social comme « *la somme des ressources potentielles qui résident dans un réseau durable de relations interpersonnelles* » (Hanifan, 1916). Entre temps, le capital social est devenu très populaire dans la littérature avec une multitude de définitions. Dans le tableau 1, ci-dessous, nous énumérons quelques de ces définitions.

- **Tableau 1 : quelques définitions du capital social**

Auteurs	Définitions du capital social
Bourdieu (1986)	<ul style="list-style-type: none"> • L'ensemble des ressources réelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées de connaissance ou de reconnaissance mutuelle (Bourdieu 1986, p. 248). • Constitué d'obligations sociales (« liens »), convertibles, sous certaines conditions, en capital économique et pouvant être institutionnalisé sous la forme d'un titre de noblesse (Bourdieu 1986, p. 243).
Coleman (1990)	Le capital social est défini par sa fonction. Ce n'est pas une entité unique, mais une variété d'entités différentes ayant deux caractéristiques en commun : elles consistent toutes en un aspect de la structure sociale et elles facilitent certaines actions des individus qui se trouvent à l'intérieur de la structure (Coleman 1990, p. 302).
Fukuyama (1995, 1997)	<ul style="list-style-type: none"> • La capacité des personnes à travailler ensemble à des fins communes dans des groupes et des organisations (Fukuyama 1995, p. 10). • Un actif naît de la prédominance de la confiance dans une société ou certaine partie de celle-ci. (Fukuyama, 1995a, p. 22).

	<ul style="list-style-type: none"> Le capital social peut être défini simplement comme l'existence d'un certain ensemble de valeurs ou de normes informelles partagées entre les membres d'un groupe qui permettent la coopération entre eux. (Fukuyama 1997)
Putnam (1995)	Par analogie avec les notions de capital physique et de capital humain – les outils et apprentissages qui améliorent la productivité des individus –, le capital social renvoie aux caractéristiques de l'organisation sociale telles que la confiance, les réseaux et les normes sociaux qui facilitent la coordination et la coopération pour un bénéfice mutuel. (Putnam 1995a, p. 67)
Woolcock (1998)	L'information, la confiance et les normes de réciprocité inhérentes à ses réseaux sociaux. (Woolcock 1998, p. 153)
Banque Mondiale (1999)	Le capital social représente les institutions, relations et normes qui déterminent la qualité et la quantité des interactions sociales d'une société. (Banque mondiale, 1999)
OCDE (2001)	Le capital social correspond, par définition, à des réseaux ainsi qu'à des normes, valeurs et convictions communes. (OCDE, 2001)

Source : adapté de « ÆQUITAS Consulting » (2018)

Le concept de capital social semble avoir une certaine polyvalence apparente et offre un peu de tout à chacun, étant donné qu'il renvoie parfois aux réseaux sociaux, qui englobent, à d'autres occasions aussi, des éléments comme la confiance, l'appartenance à une communauté (religieuse, ethnique), l'engagement civique, la participation à des activités sociales, la cohésion sociale ou l'efficacité institutionnelle. Il est aujourd'hui utilisé dans beaucoup de domaines scientifiques et apparaît dans les discours politiques comme un instrument de politique publique à explorer pour avoir un autre point de vue dans les explications de certains phénomènes sociaux (y compris économiques). D'où l'enthousiasme qu'il a suscité dans la recherche en sciences humaines et sociales et donc une variété d'acceptions ; depuis les travaux de Putnam. Ce dernier a développé une approche réticulaire du concept.

1.2. Le capital social : l'approche putnamienne.

Le capital social est à la croisée de la sociologie, conformément à l'analyse des [réseaux](#), de l'économie et de la science des territoires. En quelque sorte, il représente le lien concret qui permet aux chercheurs d'articuler les trois domaines, au-delà même des fondements théoriques de base. Il peut être rapidement défini comme les bénéfices et avantages accessibles à un agent par le biais de son réseau de relations. Ce réseau dépend lui-même d'un habitus qui définit ces

relations potentielles. Cependant, il est difficile de mesurer ou d'évaluer ce concept, même après plusieurs tentatives. Dans ce vaste champ d'études du concept de capital social, nous nous référons à l'approche putnamienne en ce qui concerne sa définition et sa mesure.

L'acception proposée par Putnam, qui s'inspire des travaux de James Coleman, entraîne une autre utilisation du capital social : Putnam fait de ce capital un indicateur de la cohésion d'un groupe, d'une société, donc d'un collectif, alors qu'il était traditionnellement considéré comme la propriété d'une personne. Chez Putnam, le capital social se transforme ainsi en bien public (Houard et Jacquemain, 2006), évalué à partir d'indicateurs très généraux tels que le nombre relatif de votants, le taux d'adhésion des associations, etc. Cette expansion a entraîné des recherches dans divers domaines en particulier, la santé, le développement local, la sociologie économique et sous différentes formes (Bevort et Lallement, 2006). Cependant, cette acception, tournée vers le bien collectif nécessaire pour son opérationnalisation dans ces domaines, ne correspond pas aux attentes de la littérature sociologique : ces études sont très éloignées de ce que font les sociologues chercheurs. Cette clarification est toutefois importante pour distinguer la dimension individuelle du concept en sociologie de celle collective qui prévaut actuellement dans d'autres champs de recherche. D'ailleurs, en ce qui concerne la vision du capital social selon Bourdieu, Putnam remet en question l'aspect individualiste de cette notion, c'est-à-dire le fait de considérer le capital social comme une ressource exclusivement individuelle, une ressource qui requiert un investissement. Il critique également Coleman pour n'avoir considéré que les aspects positifs du capital social.

Ainsi, l'approche putnamienne du capital social consiste à considérer ce concept comme désignant les caractéristiques de la vie communautaire qui augmentent la productivité de la communauté, à savoir la participation et l'engagement, la confiance et la réciprocité. Dans les collectivités où ces caractéristiques sont développées, les individus ont plus de chance de voir leur productivité s'améliorer, contrairement aux milieux qui en sont dépourvues. Selon Putnam, ce type de capital social s'est révélé essentiel, du moins en partie, au développement territorial, à l'efficacité de l'action publique collective, à l'amélioration de la fourniture des biens et services publics locaux, etc. À la question, pourquoi certains gouvernements sont-ils plus efficaces que d'autres ou fonctionnent-ils mieux que d'autres ? Putnam répond : grâce au capital social. Selon ce dernier, on distingue deux formes de capital social qui sont d'ailleurs complémentaires. Le premier, le *bonding capital*, qui fait référence à l'attachement affectif entre des personnes partageant des appartenances collectives communes (religieuses, tranches d'âge, ethniques, etc.). Le second, le *bridging capital*, qui fait référence aux relations sociales qui se créent entre différents individus ou groupes d'individus.

L'approche putnamienne du capital social a connu un succès dans la mesure où beaucoup d'auteurs (Fukuyama, 1995 ; Rose, 1995 ; Rose, Mishler & Haerpfer, 1997, etc.) et différentes organisations internationales y compris la BM et l'OCDE (2001) se sont inspirées de l'auteur. La BM et l'OCDE ont tenté d'éclairer les performances des PED, ainsi que leur état de pauvreté, en intégrant dans leur analyse la question du capital social. Toutefois, beaucoup de critiques d'ordre théorique et conceptuel ont été notées dans la littérature contemporaine.

Sirven (2006) reproche à Putnam d'avoir remplacé le terme d'institution de North (1990) par celui de capital social, dans le but d'endogénéiser le capital social à l'instar du rôle des institutions, au sens de North, dans les modèles néoclassiques de croissance endogène. Siisiäinen (2000) considère que l'approche fonctionnaliste de Putnam, basée sur les structures sociales comme les associations, a tendance à fermer les yeux sur trois types de conflits potentiels : i) les conflits entre types d'associations (de consensus et de rupture) ; ii) les conflits entre acteurs (dirigeants, gestionnaires, etc., et bénévoles) à l'intérieur des associations ; iii) les conflits entre l'État et les associations (la « société civile »). Roşca, (2019) nous rapporte que « *Ritaine (2001, p. 54) critique la façon dont Putnam entend utiliser le concept pour analyser le changement social et ses effets politiques. Les agrégats de données qui découlent de la conception putnamienne du capital social réduiraient, selon Ritaine, l'analyse à une simple équation de type « il y a/il n'y a pas », « il y eut/il n'y a plus » de capital social. Portes (1998, p. 20) dénonce la tournure pléonastique de l'approche putnamienne du capital social, qui rend la relation de causalité floue : le capital social est tantôt la cause, tantôt l'effet ou les deux à la fois.*

En somme, l'idée de capital social selon Putnam considère tous les acteurs sociaux égaux. L'espace social où les acteurs interagissent est un espace non hiérarchisé qui empêche de conceptualiser les diverses relations de pouvoir et d'inégalité présentes dans une société. Le tableau 2, ci-dessous, nous permet de résumer l'approche putnamienne du capital social.

- **Tableau 2 la définition du capital social chez Robert Putnam**

	Robert Putnam
Définition	Le capital social renvoie aux caractéristiques de l'organisation sociale telles que la confiance, les réseaux et les normes sociales qui facilitent la coordination et la coopération pour un bénéfice mutuel. (Putnam 1995a, p. 67)

Niveau social auquel a lieu la création du capital social.	Macrosocial
Modalités de création de capital social	Les relations sont données et le profit collectif qui en résulte est une externalité des relations, mais ne les fonde pas. Les acteurs n'interviennent pas explicitement dans la formation du capital social en tant que tel.
Description de l'espace social dans lequel les acteurs interagissent	Position égalitaire des individus à l'intérieur d'un espace non stratifié.
Caractéristique des acteurs	Acteurs égaux
Type de ressource	Ressources collectives (niveau macrosocial) : les normes, la confiance. Sont efficaces les communautés qui possèdent des normes ou du capital social, et vice versa, les normes ou le capital social sont présents dans les communautés efficaces.
Type de liaisons entre les individus	Relations de réciprocité, de coopération ; il existe un haut niveau de la confiance qui maintient un équilibre social.

Source : adapté de Roşca, D. (2019).

La littérature contemporaine sur le capital social a élargi le champ d'analyse en intégrant de nouvelles dimensions et en tenant compte de divers contextes socio-économiques.

1.3. Les théories contemporaines du capital social

La littérature récente sur le capital social met en évidence son influence sur les comportements pro-sociaux ; toutefois, elle s'intéresse aussi à sa dimension négative qui peut engendrer des comportements antisociaux et nuire à la cohésion sociale.

Capital social et comportements pro-sociaux.

Des auteurs ont examiné comment le capital social influence les comportements pro-sociaux, tels que l'entraide, le bénévolat et la participation civique. Par exemple, l'étude de Helliwell et Putnam (2004) démontre que des niveaux élevés de capital social sont associés à une augmentation des comportements altruistes (bienfaisants) et à une plus grande satisfaction de

vie. Ces résultats suggèrent que le capital social ne se limite pas à la création de réseaux, mais qu'il joue un rôle fondamental dans la promotion du bien-être collectif à travers les actions collectives menées au sein d'une communauté.

Capital social négatif.

Une autre dimension du capital social est celle du capital social négatif, qui fait référence à des réseaux sociaux qui peuvent engendrer des comportements antisociaux ou de l'exclusion, voire même une dégradation de la santé (Villalonga-Olives, & Kawachi, 2017). Par exemple, des groupes qui partagent des croyances extrêmes ou qui encouragent la discrimination ethnique, linguistique ou religieuse peuvent être perçus comme disposant d'un capital social, mais celui-ci peut ne pas favoriser la cohésion sociale et à l'engagement civique. Cette nouvelle approche confirme la complexité des réseaux sociaux et la nécessité de distinguer les types de capital social en fonction de leurs impacts sur les sociétés. Ce qui a été une source de motivation et de la prolifération des études portant le capital social.

1.4. Le capital social, un concept très étudié

Ces dernières années ont vu les recherches sur le capital social augmenter de manière exponentielle. Ces recherches sont très similaires à celles menées par Robert Putnam, professeur de sciences politiques à Harvard qui a contribué à susciter l'intérêt pour le capital social avec son article « *Bowling Alone. America's Declining Social Capital* » (Putnam, 1995) et son livre « *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community* » (Putnam, 2000). L'auteur y expose l'inquiétude que suscite l'effritement de l'engagement civique aux États-Unis. Ponthieux (2006) nous explique que cet essai a été l'élément déclencheur d'une série de débats portant sur le concept de capital social : (Lemman, 1996 ; Ladd, 1999 in Ponthieux, 2006), il est suivi d'un article « *The strange disappearance of Civic America* » (1996) qui en provoque encore d'autres (Skocpol, Portes et Landolt in Ponthieux, 2006) et d'autres dans un numéro spécial de *The American Prospect*, 1996. Ponthieux (2006) nous rapporte aussi que le concept de capital social a été largement discuté dans diverses disciplines (en science politique : Tarrow, 1996 ; Jackman et Miller, 1998 ; en sociologie : Foley et Edwards, 1997 ; Portes, 1998 ; en économie : Durlauf, 1999, 2000 ; Solow 1995, 1999 ; Arrow, 1999 ; Sobel, 2002). Par la suite, en 1996, la BM lance l'initiative pour le capital social (« Social Capital Initiative ») et ouvre l'année suivante un site Internet spécialement dédié à la publication de points de vue portant sur le capital social. Par exemple, la collection éditée par Dasgupta & Serageldin (1999), intitulée « *Social Capital : A Multifaceted Perspective* ». Ensuite, l'OCDE s'était intéressée au concept, organisant un symposium en 2000, puis publiant en 2001 un rapport intitulé « *The Well-being of Nations – The role of human and social capital* »

(OCDE, 2001). En sculptant la littérature scientifique, Woolcock (1998) identifie en dehors de la sociologie et de l'économie du développement - six axes de recherche dans lesquels le capital social est utilisé ou développé d'une façon ou d'une autre : études sur la famille et le comportement des jeunes, sur l'éducation et la scolarité, sur le développement communautaire, études sur le travail, sur la démocratie et la gouvernance et sur l'action collective. Il ajoute à cela des développements sur les théories de la croissance et dans l'analyse des performances organisationnelles. Bref, le volume d'articles et de rapports produits sur le capital social était considérable et n'a jamais cessé de croître. Cette vague d'engouement témoigne du caractère enthousiasmant des sujets relatifs au concept de capital social. Ainsi, il semble être le facteur « X » que les chercheurs attendaient et qui arrive au bon moment pour apporter une explication à beaucoup de sujets (la croissance, l'investissement, le bien-être, le développement économique, la santé publique, la criminalité, la participation politique et les performances institutionnelles et organisationnelles, etc.).

1.5. Le capital social, un concept qui arrive au bon moment.

Il arrive parfois que certains phénomènes économiques ne trouvent pas des justifications purement ou uniquement économiques. Il se peut que le recours à des justifications extra-économiques (par exemple, sociologique) permette de mieux comprendre certains comportements des agents économiques ou de mieux analyser l'évolution de certains indicateurs économiques. Est-ce qu'aujourd'hui, les facteurs économiques, à eux seuls, suffisent pour expliquer un indicateur de création de richesse comme le PIB ou bien l'efficacité d'une intervention publique ? C'est sûr que le fait de prendre en compte d'autres facteurs comme les échanges de connaissances, le développement des réseaux d'acteurs économiques, les normes sociétales, la confiance et la réciprocité, etc., peuvent être des facteurs complémentaires dans l'explication du taux de croissance, par exemple. Heureusement que dans la recherche contemporaine, on note une certaine interdisciplinarité, une collaboration voire une complémentarité entre économistes, sociologues, politologues, anthropologues, géographes, etc. La recherche d'efficacité dans l'intervention publique a poussé beaucoup de chercheurs à intégrer et à élucider la notion de capital social pour trouver un autre type d'explication aux échecs ou réussites de l'action publique dans certaines sociétés. Temple (2001), par exemple, concernant le capital social, dit que :

« C'est une expression commode pour recouvrir tous les aspects des sociétés qui, bien que difficiles à mesurer et à intégrer dans des modèles structurés, sont généralement assimilés à des facteurs importants de réussite économique à long terme. Pour certains économistes (pas

tous), l'idée intuitive que 'la société a son importance' est suffisamment forte pour qu'on la retienne malgré la quasi-absence de base théorique ».

Effectivement, en raison de la complexité des sociétés contemporaines, il est essentiel d'examiner les enjeux économiques et sociaux dans une perspective plus globale. L'analyse économique a tendance à se concentrer sur des éléments classiques, en négligeant souvent de nombreux éléments institutionnels et sociaux qui sont également indispensables au bon fonctionnement des économies et des sociétés, comme le capital social qui tout de même a évolué théoriquement et en parallèle avec la complexité de nos sociétés (Côté et Helliwell, 2002).

Même au sein de la BM, le concept de capital social apparaît maintenant dans les rapports sur le développement. La contribution du capital social au développement économique et social est sans équivoque et « des études, au sein de l'institution, ont déjà démontré son impact potentiel sur le développement économique local, la fourniture de biens publics locaux, et sur la performance des projets de développement » (Banque mondiale, 1997, p. 114). Michael Edwards, à l'époque spécialiste de la société civile à la BM, rapporte que des économistes de l'institution voient le capital social comme le « chaînon manquant », la variable magique « qui va faire marcher leurs équations » (Edwards, 1999, p. 2). Cette thèse du capital social comme le « chaînon manquant » a été introduite par Grootaert (1998a), selon qui il y a ce manque parce que les modèles traditionnels ont jadis ignoré ce pouvoir de complémentarité des interactions sociales dans l'explication de certains faits économiques et sociaux. Aujourd'hui, il est évident que le capital social peut avoir un effet sur l'efficacité de certains programmes (Grootaert et Van Bastelaer, 2001, p. 1). Il peut être intégré sans aucune difficulté dans les modèles de croissance endogène (de la BM), de même que dans l'ensemble des sciences sociales (Fine et Green, 2000). Dans ce même ordre d'idées, Rankin (2002) affirme que le capital social fournit des réponses toutes prêtes aux architectes du nouvel ordre mondial, qui visent non seulement à gérer les coûts sociaux du néolibéralisme, mais aussi à étendre la rationalité marchande aux domaines antérieurement du ressort des États ou hors d'atteinte du capitalisme (Rankin, 2002, p. 11). Par ailleurs, l'idée des interactions sociales comme composante de la « richesse des nations » est mise en avant par des promoteurs du développement durable (Bebbington et al., 2004 dans Ponthieux, 2006, p. 77).

Depuis les œuvres majeures de Bourdieu (1986), de Coleman (1990), de Fukuyama (1995) et de Putnam (1993, 1995a, 2000), la notion de capital social a connu une certaine popularité dans la littérature scientifique contemporaine. Elle a un bel avenir dans la recherche en sciences humaines et sociales ; mais, même « si elle offre des perspectives intéressantes pour

l'explication d'un ensemble de faits économiques, politiques et sociaux non parfaitement élucidés... », elle suscite des interrogations, par exemple sur sa définition, la mesure empirique de ses effets (Yogo, 2009, p. 3), son cadre théorique, sur l'adéquation des problématiques et des hypothèses de recherche qui lui sont adaptées. C'est à la fois un concept complexe à cerner, dans la mesure où les acceptions sont nombreuses et souvent divergentes dans la littérature ; mais aussi un concept en interconnexion avec d'autres.

2. Capital social, développement des capacités et gouvernance décentralisée.

Le capital social englobe l'ensemble des réseaux de relations, la confiance mutuelle et les normes sociales qui facilitent l'action collective. Il joue un rôle essentiel dans le développement socio-économique des communautés. En parallèle, le développement des capacités (DC) et la gouvernance décentralisée deviennent des éléments clés pour assurer une gestion efficace des ressources publiques et une participation active des citoyens. Dans cette partie, nous explorons la relation entre ces trois concepts, en mettant en lumière leur interconnexion et leur impact sur le développement territorial.

2.1. Capital social : dimensions et impact sur le développement.

Le capital social est un concept fondamental en sciences sociales et se divise en deux dimensions: individuelle et collective. Il peut impacter le développement économique et social d'une communauté. Les investissements personnels individuels effectués dans leurs relations sociales, telles que leurs expériences, leurs enseignements, leur environnement résidentiel et leur engagement civique, ont liés à une participation accrue à des activités communautaires et à un meilleur accès à des informations et des ressources économiques. Les communautés d'un capital social élevé sont souvent plus résilientes et aptes à résoudre collectivement les problèmes que les affectent. Le capital social a un impact sur les conditions de vie, l'innovation et la qualité de vie. En investissant dans le capital social, les communautés peuvent renforcer leur capacité à affronter les défis contemporains et ouvrir la voie à un avenir plus équitable et durable pour tous.

2.2. Développement des capacités (DC)

Le développement des capacités désigne l'amélioration des compétences et des ressources disponibles pour les individus et les communautés, leur permettant de prendre des décisions éclairées et de solutionner de manière autonome et concertée les problématiques de développement de leur localité. Ce processus est intimement lié au capital social, car les réseaux sociaux facilitent l'apprentissage collectif et le partage d'expériences (Lemieux, 2001). La formation et l'éducation sont des vecteurs essentiels pour renforcer les capacités des citoyens. En améliorant les connaissances techniques et organisationnelles, les communautés deviennent

mieux équipées pour gérer les ressources locales. Des études montrent que des programmes de formation efficaces augmentent la durabilité et l'efficacité des projets de développement communautaire (Sara & Katz, 1998).

2.3. Gouvernance décentralisée

La gouvernance décentralisée renvoie au transfert de pouvoirs et de ressources des instances centrales vers les niveaux locaux (Ostrom, 1990). Ce modèle favorise la participation citoyenne et l'appropriation des processus décisionnels par les communautés, renforçant ainsi le capital social. La participation des citoyens dans les processus de gouvernance décentralisée est cruciale pour le succès des initiatives et des projets de développement. Les mécanismes de consultation publique et les forums communautaires permettent aux citoyens d'exprimer leurs besoins, d'influencer les décisions et de s'engager activement dans la gestion des ressources locales (Putnam, 1995a). Il s'agit de parvenir à mettre en place un nouveau mode de gouvernance en mettant l'accent sur la réforme des organes de l'État qui doivent écouter et se rapprocher de la population à la base. Dans cette situation, l'objectif est de pouvoir instaurer un environnement dans lequel les synergies peuvent favoriser le rapprochement, les mouvements associatifs et l'établissement de rapports de travail moins conflictuels, autrefois presque impossibles, entre les principaux dirigeants politiques, économiques et socioculturels (les 3E et la société civile), c'est-à-dire entre les acteurs du développement confrontés à un problème qui concerne leur territoire ou leur environnement immédiat. Pour de nombreux auteurs (Carrier et Côté, 2000 ; Ependa, 2002, Pecqueur, 2001), cette nouvelle approche de la gouvernance par le biais du partenariat met en évidence la poursuite d'un nouvel apprentissage de la démocratie, caractérisé par l'adoption d'une approche participative et flexible, qui tient compte des aspirations de la population à la base, des conditions locales et de la nécessité de réorganiser le rapport entre l'Économie et la démocratie vivante. Cette participation culmine souvent en un renforcement du capital social, créant un cercle vertueux où l'engagement civique est encouragé.

2.4. Interconnexion entre capital social, Développement des capacités et gouvernance décentralisée.

L'interrelation entre le capital social, le développement des capacités et la gouvernance décentralisée est manifeste. Un capital social fort facilite la mise en œuvre de pratiques de gouvernance décentralisée efficaces, tandis que la décentralisation renforce le capital social en permettant une plus grande participation des citoyens. De même, le développement des capacités renforce cette dynamique, car des individus bien formés et informés sont plus à même de s'impliquer dans leurs communautés et de contribuer aux processus décisionnels.

Des études de cas à en Afrique subsaharienne démontrent cette interconnexion. Par exemple, des projets de gestion des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest ont illustré comment un capital social élevé, soutenu par une gouvernance décentralisée et des programmes de développement des capacités, a conduit à des résultats positifs en matière de gestion durable des ressources (Agarwal, 2001).

En conclusion, la relation entre capital social, développement des capacités et gouvernance décentralisée est essentielle pour promouvoir le développement territorial. Investir dans le capital social, dynamiser le développement des capacités et renforcer les mécanismes de gouvernance décentralisée sont des stratégies complémentaires qui contribuent à l'autonomisation des communautés et à l'amélioration de leur bien-être, en matière d'accès à des biens et des services locaux de qualité. La prise de conscience de cette interconnexion est cruciale pour les décideurs et les praticiens du développement afin de favoriser des interventions plus efficaces et durables.

3. Capital social et performance économique de l'action publique collective.

Le capital social peut contribuer à améliorer la performance économique de l'action publique collective, et particulièrement à la réussite des politiques publiques et au développement économique des territoires. Le capital social en tant que l'ensemble des relations, des réseaux de confiance et des normes de coopération au sein d'une société, constitue un levier essentiel pour optimiser l'action publique collective. Cette dernière est perçue comme les efforts d'un groupe pour atteindre des objectifs communs. En effet, un tissu social riche en liens de confiance et en collaboration favorise une meilleure mise en œuvre des politiques publiques, renforce l'adhésion des citoyens et améliore l'efficacité des initiatives économiques. De son côté, la performance de l'action publique collective dépend largement de la capacité des gouvernements à mobiliser ces ressources sociales pour concevoir des politiques adaptées aux besoins locaux, en s'appuyant sur les dynamiques de coopération et les connaissances propres aux communautés. Cette interaction entre capital social et performance économique met en lumière l'importance des facteurs sociaux dans la réussite des projets publics, tant au plan local que national, et souligne l'impact positif d'une gouvernance qui valorise les réseaux sociaux, la participation citoyenne et la confiance institutionnelle.

3.1. L'action publique collective.

L'action publique collective est un concept qui désigne les efforts concertés d'un groupe d'individus ou d'organisations sociales cherchant à atteindre des objectifs communs à travers la mobilisation des ressources, la collaboration et la participation et l'engagement civique. Dans cette sous-section, nous explorons d'abord la définition et les caractéristiques de l'action

publique collective, ensuite nous parcourons les théories qui sous-tendent son fonctionnement, et enfin nous citons quelques exemples concrets illustrant son importance dans divers contextes sociétaux.

Définition et caractéristiques.

On définit fréquemment l'action publique collective comme un processus au cours duquel un groupe d'individus, ou d'organisations s'unissent afin d'influer sur la décision politique ou de traiter des problèmes partagés (Ostrom, 1990). Ce processus peut se présenter de diverses manières, incluant des actions sociales, des campagnes de sensibilisation, des initiatives communautaires et des projets de développement en collaboration.

Les caractéristiques principales de l'action publique collective incluent :

La mobilisation de Ressources : L'action publique collective repose sur la capacité des acteurs à mobiliser des ressources — qu'elles soient financières, humaines, matérielles ou immatérielles — pour soutenir leurs objectifs. Cette mobilisation peut être facilitée par un capital social fort qui crée des réseaux d'entraide et de collaboration (Putnam, 2000).

L'engagement civique : l'engagement des citoyens est primordial pour le succès et l'efficacité de l'action publique collective. Cela passe par la participation des individus aux processus décisionnels et leur volonté de contribuer à des initiatives collectives (Brady, Verba et Schlozman, 1995).

La collaboration institutionnelle : l'action publique collective implique souvent des collaborations entre différents acteurs territoriaux, y compris des gouvernements, des organisations non gouvernementales (ONG), des entreprises, associations locales et des citoyens. Cette collaboration est décisive pour coordonner des efforts et optimiser l'impact des initiatives (Vangen et Huxham, 2005).

Théories de l'Action collective.

Plusieurs théories ont été développées pour expliquer les dynamiques de l'action publique collective. Parmi celles-ci, deux approches prédominent : la théorie de l'action rationnelle et celle de la mobilisation des Ressources.

La théorie de l'action rationnelle propose que les individus agissent en fonction de leur intérêt personnel, et que leur participation à l'action collective soit motivée par la recherche de bénéfices individuels (Olson, 1965). Bennett et Segerberg (2012) ont montré que des facteurs comme la solidarité, la confiance et le capital social jouent un rôle décisif dans la mobilisation collective. Cependant, cette théorie a subi comme principale critique, le fait de ne pas prendre en compte les motivations altruistes et les bénéfices mutuels que les individus peuvent obtenir lorsqu'ils participent à des actions publiques.

La théorie de la mobilisation des Ressources : cette théorie stipule que la mobilisation des ressources, qu'elles soient matérielles, humaines ou organisationnelles, est importante pour le succès et l'efficacité de l'action publique collective. Plus particulièrement, beaucoup d'auteurs ont montré que les organisations disposant de ressources adéquates sont les mieux positionnées pour mobiliser les individus et réaliser des actions collectives réussies, efficaces (Putnam, 2000 ; Baker & Faulkner, 2003 ; Bennett & Segerberg, 2012). Par exemple, Baker & Faulkner (2003) ont démontré que les organisations communautaires dotées d'un stock élevé de capital social réussissent mieux à mobiliser des ressources pour des initiatives de développement local.

Importance de l'Action publique collective.

L'action publique collective joue un rôle essentiel dans beaucoup de domaines liés au développement des territoires, aux mouvements sociaux et changements politiques, aux initiatives environnementales et aux crises.

Les mouvements sociaux, tels que les mouvements pour les droits civiques ou les mouvements écologistes, illustrent comment l'action publique collective peut conduire à des changements significatifs dans les politiques publiques. Par exemple, le mouvement « *Black Lives Matter* » a mobilisé des millions de personnes à travers le monde pour fustiger l'injustice raciale que subissent les « *hommes de couleur* », influençant ainsi les politiques de sécurité publique dans plusieurs pays occidentaux (Tilly, 2004).

Des initiatives collectives visant à résoudre des problèmes environnementaux, tels que la gestion des ressources naturelles ou la lutte contre le changement climatique, montrent également l'importance de l'action publique collective. Par exemple, des projets de gestion communautaire des ressources en eau ont démontré que des approches collaboratives peuvent améliorer la durabilité et l'efficacité (Ostrom, 1990 ; Pahl-Wostl, Sendzimir, et Jeffrey, 2009). Des projets tels que des jardins communautaires ou des coopératives alimentaires, entre autres, illustrent comment l'action publique collective peut contribuer à la préservation de l'environnement. De telles actions favorisent non seulement l'accès à des aliments essentiels, mais renforcent également la cohésion sociale, les liens communautaires et l'engagement civique (Hartwich, Kutlaca, Ksenofontov, Jetten, et Becker, 2023).

L'action publique collective a également été déterminante lors des périodes de crise, comme celle liée à la pandémie de COVID-19. Des auteurs ont montré que les communautés avec un capital social élevé ont été plus capables de s'organiser et de répondre efficacement aux défis posés par la crise sanitaire, en mettant en place des réseaux de soutien et des initiatives d'entraide (Borkowski et al., 2021). Lors de cette pandémie de COVID-19, de nombreuses communautés ont organisé des initiatives pour soutenir les plus vulnérables, en mobilisant des

ressources pour fournir des repas, des produits alimentaires, des médicaments, des services de soutien psychologique, etc. Borkowski et al., (2021) ont montré que les sociétés avec un fort niveau de capital social ont été mieux à même de faire face à ces défis, grâce à des réseaux de confiance, d'engagement civique et de solidarité.

L'action publique collective est donc un élément clé de la dynamique de développement territorial. En mobilisant des ressources, en favorisant la collaboration et en encourageant l'engagement civique, elle permet aux collectivités territoriales de relever des défis complexes et de promouvoir des changements significatifs. Comprendre les théories, les caractéristiques et les exemples d'action publique collective est essentiel pour développer des politiques qui soutiennent l'engagement communautaire et favorisent des résultats sociaux bénéfiques pour toute la communauté.

3.2. Lien entre Capital social et Action publique collective.

Le lien entre capital social et action publique collective est une question de recherche pertinente qui permet de voir comment les relations sociales et les réseaux communautaires influencent la mobilisation et l'engagement des citoyens dans des initiatives d'intérêt public. Cette sous-section se concentre sur les mécanismes d'interaction entre ces deux concepts, sur quelques études empiriques récentes qui illustrent cette relation, ainsi que des études de cas spécifiques (sur les programmes de développement communautaire et sur les crises) qui démontrent l'importance du capital social dans le cadre de l'action publique collective.

Divers mécanismes expliquent comment le capital social facilite l'action publique collective. Ces mécanismes sont par exemple, la mobilisation des ressources, le renforcement de la confiance sociale et la promotion de l'engagement civique.

Mobilisation des Ressources

Le capital social joue un rôle essentiel dans la mobilisation des ressources nécessaires à l'action collective. Selon Lin (2001), les réseaux sociaux permettent aux individus d'accéder à des ressources telles que les connaissances, l'information, le soutien financier disponible et l'engagement de bénévoles. On peut citer, Aldrich et Meyer (2015) qui ont montré que les communautés disposant d'un capital social élevé sont capables de mobiliser plus efficacement des ressources pour faire face aux crises, telles que les catastrophes naturelles ou les pandémies. Un exemple marquant est celui des communautés touchées par l'ouragan Katrina en 2005, où les réseaux de solidarité entre voisins ont permis une réponse rapide et efficace, malgré le manque d'intervention gouvernementale initiale (Aldrich, 2012). Les individus ayant des liens sociaux solides et une confiance mutuelle ont été en mesure de s'entraider et de partager des ressources, montrant ainsi l'importance du capital social dans la gestion des crises.

Renforcement de la Confiance sociale

Dans la littérature, la confiance est un des indicateurs les plus utilisés pour évaluer le capital social. Elle est un élément fondamental du capital social qui favorise la coopération et l'engagement des citoyens. Des études ont démontré que des niveaux élevés de confiance interpersonnelle sont associés à une plus grande participation civique et à des actions collectives plus efficaces (Putnam, 2000; Helliwell et Putnam, 2004).

La confiance facilite les interactions entre les individus et augmente la probabilité de collaboration pour atteindre des objectifs communs. Par exemple, une étude menée par Uslaner (2002) a révélé que les communautés avec une forte confiance locale sont plus susceptibles d'engager leurs membres dans des activités civiques, comme le bénévolat, la participation dans les réunions communautaires, dans les actions collectives et la participation aux élections.

Promotion de l'Engagement civique

Le capital social favorise également l'engagement civique en créant des normes sociales qui encouragent la participation. Bennett & Segerberg (2012) ont montré que le capital social peut influencer les attitudes et les comportements des individus envers l'engagement civique, en renforçant les valeurs de solidarité et de responsabilité collective.

En effet, des recherches récentes montrent que les individus qui sont intégrés dans des réseaux sociaux actifs sont plus susceptibles de participer à des actions publiques collectives, telles que des projets communautaires, des manifestations, des campagnes de sensibilisation et des initiatives de solidarité communautaire (Fischer et DeFilippis, 2015).

Des études empiriques récentes ont illustré le lien entre capital social et action publique collective dans divers contextes. Par exemple, une recherche menée par Wilson et al., (2023) sur la réponse communautaire en période de pandémie a révélé que les communautés avec un capital social élevé ont été mieux préparées et plus aptes à mobiliser des ressources pour faire face à la crise du COVID-19. L'étude a montré que les réseaux de solidarité basés sur la confiance mutuelle ont été essentiels pour coordonner les efforts de soutien et d'aide aux personnes vulnérables.

La recherche de Paul et al. (2021) sur les jardins communautaires et l'agriculture urbaine a révélé que ces initiatives favorisent non seulement la durabilité environnementale, mais renforcent également la cohésion sociale. Les auteurs ont constaté que les jardins communautaires créent des espaces de rencontre qui améliorent le bien-être des participants et renforcent la confiance et les liens sociaux.

Un autre exemple provient d'une étude de Koch, Gorris, Prell, & Pahl-Wostl (2023). Ces chercheurs ont étudié le rôle des réseaux sociaux et des groupes communautaires dans la gestion

des ressources naturelles. Ils ont montré dans leur étude que les initiatives locales sont essentielles pour la résilience environnementale et la gestion durable. En effet, les communautés dotées d'un capital social fort sont celles qui réussissent à mettre en œuvre des projets de développement durable, tels que des jardins communautaires et des programmes de recyclage, avec un niveau d'engagement élevé et une participation significative des citoyens. Les auteurs concluent que le capital social ne se contente pas d'améliorer l'efficacité des initiatives, mais renforce également le sentiment d'appartenance et de responsabilité envers l'environnement.

Le lien entre capital social et action publique collective est complexe et multidimensionnel. Le capital social facilite la mobilisation des ressources, renforce la confiance sociale et promeut l'engagement civique, ce qui est déterminant pour le succès des initiatives d'intérêt public. Les études empiriques et les exemples concrets démontrent que le capital social est un facteur clé dans la capacité des communautés à s'organiser et à agir collectivement. Par conséquent, renforcer le capital social devrait être une priorité pour les décideurs et les praticiens souhaitant améliorer l'efficacité des politiques publiques et favoriser la résilience communautaire.

3.3. L'apport du capital social dans le champ de l'économie politique.

Même si la notion de capital social est essentiellement liée à la sociologie à travers l'œuvre de Pierre Bourdieu, elle trouve également ses origines dans les travaux d'économistes, principalement de l'école néolibérale et de partisans du libre marché, tels que Gary Becker, Robert Putnam, Francis Fukuyama, etc.

Gary Becker, prix Nobel d'économie en 1992, a été particulièrement récompensé pour ses travaux sur l'application de la théorie économique à divers facteurs humains, y compris ceux qui sortaient du cadre purement économique. Il disait : « Mes travaux ont recours à l'approche économique pour analyser des questions sociales qui vont au-delà de celles généralement traitées par les économistes. »¹.

D'après Gary Becker, les individus cherchent à optimiser à la marge leurs décisions socio-économiques afin de maximiser leur bien-être. On peut associer la notion de capital social à sa théorie de la « *conduite altruiste* ». Effectivement, il oriente ses travaux sur l'importance de liens « *non égoïstes* » (de confiance) au sein d'une famille et entre groupes de personnes n'étant pas issues de la même famille. Les bénéfices universels liés à cette attitude altruiste lui permettent de développer une théorie du « *cercle vertueux* », qui encouragerait les personnes à établir davantage de liens « *non-égoïstes* » entre elles, au-delà de leur appartenance à une classe sociale spécifique, afin de maximiser leur gain en bien-être.

¹ Propos tiré de son discours de récipiendaire

En dehors de cette représentation un peu idéale d'une conduite vertueuse spontanée, Gary Becker s'interroge sur le rôle des institutions publiques, qui remplaceraient des comportements individuels et engendreraient un « *altruisme artificiel* ». Une forme de cet altruisme volontairement et artificiellement engendré par l'État ou les collectivités est la répartition secondaire des richesses par l'impôt et les subventions.

Coleman (1990) a inspiré l'économiste et politologue Robert Putnam, dont les travaux sur le capital social ont suscité la plus grande résonance académique et institutionnelle, avec ses recherches sociologiques sur le lien entre le capital social et l'éducation. Les premières études de Putnam portent sur l'action publique collective en Italie en 1993 et aux États-Unis. Pourquoi le nord de l'Italie est-il plus développé que le sud ? selon Putnam, c'est en raison de son niveau de capital social plus élevé, puis aux États-Unis, il a été démontré que l'importance de la société civile est liée à la performance économique et politique (Putnam, 1993).

Le concept de capital social a été utilisé par d'autres chercheurs, tels que Francis Fukuyama, pour éclairer leur acception de l'économie globale, avec notamment l'accent mis sur l'importance des valeurs irrationnelles telles que la solidarité, la culture et la tradition dans la réussite future des sociétés modernes.

À chaque fois, l'analyse du capital social, à travers ses facteurs clés tels que la confiance, la réciprocité, l'engagement et la participation, a permis de mieux comprendre certains phénomènes purement économiques, qui seuls les facteurs économiques ne suffisaient pas pour les élucider au clair.

3.4. L'apport du capital social dans les recherches sur l'efficacité de l'action publique.

Putnam et ses collègues économistes ont contribué à l'avancement des recherches sur l'efficacité de l'action publique, en grande partie grâce à l'adoption du concept de capital social par la BM, qui avait d'ailleurs lancé l'initiative pour le capital social en 1996.

Joseph Stiglitz, Prix Nobel comme Becker, qui en fut le premier vice-président et l'économiste en chef dans les années 1990, représente cette appropriation du capital social par les institutions financières et économiques internationales telles que la BM, le FMI ou l'OCDE. Selon lui, il est essentiel que les autorités publiques contribuent à la libéralisation du commerce international ou à la stabilité du cadre juridique afin de garantir une performance économique positive. Elles doivent également promouvoir des valeurs fondamentales telles que la loi et l'ordre, l'éducation et la préservation de l'environnement.

« (...) *Nous ne devrions pas considérer que les États et les marchés sont des substituts les uns des autres... Le gouvernement devrait se percevoir comme un complément aux marchés, qui*

doit prendre les mesures de nature à ce que les marchés fonctionnent mieux » (Joseph Stiglitz, The 1998 Helsinki Lecture, in Fine, 2001).

Ainsi, le concept de capital social vient élargir le champ de recherche aux économistes de l'action publique collective. Il enrichit également la réflexion sur la frontière entre le secteur public et le secteur privé.

Conclusion.

Dans cette étude, nous avons abordé la question de l'utilité du capital social dans le soutien de l'action publique collective. L'analyse a consisté à montrer que la prise en compte du capital social provoquera la nécessité de repenser le mode de gouvernance et à montrer les apports du capital social dans la recherche de performance économique de l'action publique.

Nous avons, dans un premier temps, abordé le cadre théorique relatif au concept de capital social. L'analyse a montré que le concept de capital social a un caractère polysémique, étant donné qu'il renvoie parfois aux réseaux sociaux, mais qui, à d'autres occasions, englobe aussi des éléments comme la confiance, l'appartenance à une communauté (religieuse, ethnique), l'engagement civique, la participation à des activités sociales, la cohésion sociale ou l'efficacité institutionnelle. C'est pourquoi, selon Putnam (1993, 1995a, 2000) le capital social s'est révélé essentiel, du moins en partie, au développement territorial, à l'efficacité de l'action publique collective, à l'amélioration de la fourniture des biens et services publics locaux, etc.

Dans un deuxième temps, nous avons eu à déterminer comment les liens sociaux établis au sein de réseaux contribuent à la création sur le plan local de structures d'organisation formelles qui ont pour fonction de gouverner. Ainsi, le capital social, défini comme l'ensemble des relations, des réseaux de confiance et des normes de coopération au sein d'une société, constitue un levier essentiel pour optimiser l'action publique collective en jouant un rôle essentiel dans la création des structures de gouvernance décentralisée. L'apport du capital social dans la politique de décentralisation est essentiel pour maximiser les effets bénéfiques de cette approche de gouvernance. En décentralisant les pouvoirs et en transférant certaines compétences aux autorités locales, la gestion publique se rapproche des citoyens, ce qui permet de tirer parti des ressources sociales, des réseaux de confiance et des dynamiques de coopération qui existent au sein des communautés.

Troisièmement, l'analyse du capital social et de son rôle dans la performance économique de l'action publique collective révèle des dynamiques essentielles pour le développement des territoires et la mise en œuvre réussie des politiques publiques. En tant que vecteur de confiance, de coopération et d'engagement civique, le capital social constitue un levier stratégique qui permet aux communautés de mobiliser efficacement leurs ressources et d'atteindre des objectifs communs. Les caractéristiques de l'action publique collective, notamment la mobilisation des ressources, l'engagement civique et la collaboration institutionnelle, montrent que l'efficacité des initiatives publiques repose sur la capacité des acteurs à s'unir et à travailler ensemble. Les théories qui sous-tendent ces dynamiques, telles que la théorie de l'action rationnelle et la théorie de la mobilisation des ressources, soulignent l'importance des motivations individuelles

et des ressources mobilisées pour garantir le succès des actions collectives. Les exemples concrets et les études empiriques présentés illustrent comment les communautés, grâce à un capital social fort, ont été en mesure de répondre à des défis variés, qu'il s'agisse de mouvements sociaux, d'initiatives environnementales ou de crises telles que la pandémie de COVID-19. Ces situations démontrent non seulement l'importance du capital social pour l'efficacité de l'action publique collective. En somme, la synergie entre capital social et action publique collective représente une opportunité pour les décideurs politiques et les acteurs de la société civile.

Au terme de cette étude, il apparaît que le capital social permet de rendre efficace l'action publique collective en renforçant la cohésion sociale, en améliorant la participation citoyenne, en facilitant la mise en œuvre des politiques publiques et en mobilisant les ressources locales de manière plus efficace. En intégrant les relations sociales et la coopération communautaire dans les processus de gouvernance locale, le capital social pourrait faire de la gouvernance décentralisée non seulement un modèle de gestion plus flexible et plus proche des citoyens, mais aussi un vecteur de développement plus inclusif et durable.

BIBLIOGRAPHIE

- Adler, P. S., and Kwon, S. W. (2002). Social capital: Prospects for a new concept. *Academy of management review*, 27(1), 17-40.
- Agarwal, B. (2001). Participatory Exclusions, Community Forestry, and Gender: An Analysis for South Asia and a Conceptual Framework. *World Development*, 29(10), 1623-1648.
- Aldrich, D. P. (2012). *Building resilience: Social capital in post-disaster recovery*. University of Chicago Press.
- Aldrich, D. P., & Meyer, M. A. (2015). Social capital and community resilience. *American behavioral scientist*, 59(2), 254-269.
- Banque Mondiale (1997). *Rapport sur le développement dans le Monde 1997 : L'Etat dans un monde en mutation*. Washington DC.
- Baker, W. E., & Faulkner, R. R. (2003). Diffusion of fraud: Intermediate economic crime and investor dynamics. *Criminology*, 41(4), 1173-1206.
- Banque Mondiale, (1999). *Beyond the center: Decentralizing the state*. Washington D.C. (2000) : *Entering the 21st century*. Washington D.C.
- Bebbington A. & al., (2004). Exploring social capital debates at the World Bank, *the journal of development studies*, vol. 40, n° 5, p.33-64.
- Brady, H. E., Verba, S., & Schlozman, K. L. (1995). Beyond SES: A resource model of political participation. *American political science review*, 89(2), 271-294.
- Bennett, W. L., & Segerberg, A. (2012). La logique de l'action connective : les médias numériques et la personnalisation des politiques controversées. *Information, communication et société*, 15 (5), 739-768.
- Bevort, A. & Lallement M. (2006). *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*, Paris, La Découverte, « MAUSS ».
- Borkowski, P., Jażdżewska-Gutta, M., & Szmelter-Jarosz, A. (2021). Lockdowned: Everyday mobility changes in response to COVID-19. *Journal of Transport Geography*, 90, 102906.
- Bourdieu, P., (1986). Le capital social. Notes provisoires. *Actes de la recherche en science sociales*, vol.31, pp. 2-3.
- Carrier, M. & Côté, S. (2000). *Gouvernance et territoires ruraux : éléments d'un débat sur la responsabilité du développement (Vol. 5)*. PUQ.
- Callois, J., (2006). Capital social et performance économique. Un test économétrique sur l'espace rural français. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2006/2 juillet. pp. 227-243. <https://doi.org/10.3917/reru.062.0227>.

- Claridge, T., (2004). Designing social capital sensitive participation methodologies. *Social capital research*, 15-30.
- Coleman, J., (1990). *Foundations of Social Theory*, Cambridge, MA, Harvard University Press.
- Côté, S., & Helliwell, J. (2002). Le Capital social : un concept utile ? In *Presentation to the 2002 conference of l'Association des économistes québécois, La croissance économique : à quel prix et pour qui ?*
- Dasgupta & Serageldin (1999). *Social Capital: A Multifaceted Perspective*. Social Capital Initiative Working Paper, World Bank, Washington, D.C.
- Edwards, M., (1999). *Enthusiasts, tacticians and skeptics: The World Bank, civil society and social capital*, World Bank Working Paper.
- Ependa, A. (2002). *Les théories de développement qui mettent l'accent sur les facteurs intangibles*. Travaux et études en développement régional, GRIR, UQAC.
- Fine, B. (2001). Social capital and realm of the intellect. *Economic and Political Weekly*, 741-745.
- Fisher, R., & DeFilippis, J. (2015). L'organisation communautaire aux États-Unis. *Community Development Journal*, 50 (3), 363-379.
- Fukuyama, F. (1995). Social capital and the global economy. *Foreign Aff.*, 74, 89.
- Fukuyama, F. (1997). *Global Trends and US Civil Society*, Harvard International Review, Cambridge vol. 20 N°1, pp. 60-64.
- Grootaert, C. (1998a). *Social Capital: The Missing Link?* Social Capital Initiative Working Paper 3. World Bank, Washington, D.C.
- Grootaert C. and T. Van Bastelaer (2001), *Understanding and measuring social capital: a synthesis of findings and recommendations*, World Bank Social Capital Initiative Working Paper n°24
- Hanifan, Lyda J. 1916. The Rural School Community Center. *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 67: 130–138.
- Hartwich, L., Kutlaca, M., Ksenofontov, I., Jetten, J., & Becker, J. C. (2023). (Not so) powerful allies? Decision makers' reactions to advantaged group allies in collective action. *European Journal of Social Psychology*, 53(7), 1576-1592.
- Helliwell, J. F., & Putnam, R. D. (2004). The social context of well-being. *Philosophical Transactions of the Royal Society of London. Series B: Biological Sciences*, 359(1449), 1435-1446.
- Houard, J. & Jacquemain, M. (dir.), (2006). *Capital social et dynamique régionale*, Bruxelles, De Boeck, Économie société région.

- Koch, L., Gorris, P., Prell, C., & Pahl-Wostl, C. (2023). Communication, trust and leadership in co-managing biodiversity: A network analysis to understand social drivers shaping a common narrative. *Journal of Environmental Management*, 336, 117551.
- Lemieux, V. (1999). Rapport de l'équipe de recherche sur l'appropriation par les communautés locales de leur développement, inédit, 124 p.
- Lin N., (2001), *Social capital: A theory of social structure and action*, Cambridge University Press, Cambridge.
- OCDE, (2001). *Du bien-être des Nations, le rôle du capital humain et social. Enseignements et compétences*, Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement, OCDE.
- Olson, M. (1965). *The logic of collective action*, cambridge, mass. Harvard Univ. Pr.
- Ostrom, E. (1990). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge university press.
- Pahl-Wostl, C., Sendzimir, J., & Jeffrey, P. (2009). *Resources management in transition*. *Ecology and society*, 14(1).
- Paul, R., Mayer, G., & Burt, K. G. (2021). A systematic, mixed studies review of the outcomes of community garden participation related to food justice. *Local Environment*, 26(1), 17-42.
- Pecqueur, B. (2001). Gouvernance et régulation; un retour sur la nature du territoire, *Géographie, Économie, Société*, vol. 3, n°2, p.229-246.
- Ponthieux, S. (2006). *Le capital social. La découverte*.
- Portes, A., (1998). *Social Capital: Its origins and Applications in Modem Italy*, *Annual Review of Sociology*, n° 4, p. 1-24.
- Putnam, R. D. (1993). The prosperous community. *The american prospect*, 4(13), 35-42.
- Putman, R., (1995a), *Bowling Alone. America's Declining Social Capital*, *Journal of Democracy*, vol. 6, no 1 pp. 65-78 (traduit dans Bevort (Antoine) & Lallement (Michel), (dir.), 2006, pp. 35-50).
- Putnam, R. D. (2000). *Bowling alone: The collapse and revival of American community*. Simon Schuster.
- Rankin, K. N. (2002). Social capital, microfinance, and the politics of development, *Feminist Economics*, vol. 8 n°1, p. 1-24.
- Ritaine, E. (2001). *Cherche capital social, désespérément*, *Critique internationale*, n°12, p. 48-59.
- Roşca, D. (2019). *Le capital social : clé d'analyse des inégalités dans une économie de pénurie*. In *Le Grand Tournant de la société moldave (1)*. Presses de l'Inalco. <https://doi.org/10.4000/books.pressesinalco.19818>

- Rose, R., Mishler, W., & Haerper, C. (1997). Social capital in civic and stressful societies. *Studies in comparative international development*, 32, 85-111.
- Sara, J. & Katz, T. (1998). Making Rural Water Sustainable: Report on the Impact of Project Rules. UNDP-World Bank Water and Sanitation Program.
- Sene, O. (2017). Measures of trust and participation in collective actions: evidence from rural Senegal. *African Development Review*, 29(3), 498-511.
- Siisiainen, M. (2000). Two concepts of social capital: Bourdieu vs. Putnam. *International journal of contemporary sociology*, 40(2), 183-204.
- Sirven, N. (2006). Endogenous social capital and self-rated health: Cross-sectional data from rural areas of Madagascar. *Social Science & Medicine*, 63(6), 1489-1502.
- Tilly, C. (2004). Trust and rule. *Theory and society*, 33(1), 1-30.
- Uslaner, E. M. (2002). *The moral foundation of trust*. Cambridge University Press.
- Vangen, S., & Huxham, C. (2005). Aiming for collaborative advantage: Challenging the concept of shared vision. *Advanced Institute of Management Research Paper*, (015).
- Villalonga-Olives, E., & Kawachi, I. (2017). The dark side of social capital: A systematic review of the negative health effects of social capital. *Social Science & Medicine*, 194, 105–127.
- Wilson, S., Fernandes-Jesus, M., Young, J., Drury, J., Harris, C., Graber, R., ... & Walker, C. (2023, May). A social capital approach to understanding community resilience during the Covid-19 pandemic. In *Forum Community Psychology*. Forum Community Psychology.
- Woolcock, M., (1998). Social Capital and Economic Development: Toward a Synthesis and Policy Framework, *Theory and Society*, 27, 151-208.
- Yogo, U. T., (2009). Le Capital social : Entre Evidences Théoriques et Balbutiements Empiriques [Social Capital : Theoretical Evidence and empirical issues]. MPRA Paper, (19441).